

## **Discours de Robert Grimm (conseiller national PS) sur la grève nationale du 13 novembre 1918**

L'heure est grave, très grave. [...]

Où en sont les choses ? Je vous ai présenté hier, au nom de notre groupe, une motion d'ordre. Vous l'avez votée à l'unanimité. Vous n'avez même pas discuté de la motion. Nous voulions savoir si vous aviez la volonté d'éviter l'extrême. Vous n'avez pas cette volonté. Vous n'avez rien appris de l'histoire, rien appris de votre propre passé. Pour vous, le prestige passe avant l'intérêt général. L'objectif et le plan ressortent de toute la manière dont les négociations se déroulent ici. Vous êtes venu ici avec de brèves explications et avez voulu éviter tout débat. [...] On ne discute pas, on ne répond pas de ses actes. Ceux qui ne sont pas d'accord devront compter avec les militaires que l'on arme et que l'on lâche sur les masses.

Cette approche ne me déçoit pas du tout, contrairement à beaucoup de mes amis de parti. Nous ne pouvons que nous réjouir que vous ayez dit ouvertement et honnêtement ce que vous voulez. La clarté est la meilleure chose à faire dans de telles situations, elle détruit les illusions dangereuses et permet de tirer les conséquences inévitables des deux côtés. Deux mondes, deux conceptions s'affrontent ici, qui ne pourront jamais se réconcilier. Je le répète expressément et j'avoue que ce Parlement me fait la même impression que, dimanche dernier, la prise de position de la délégation du Conseil fédéral dans les négociations avec le Comité d'action d'Olten. Lorsque nous avons exposé au Conseil fédéral la gravité de la situation avant que la grève nationale ne soit décidée, lorsque nous avons expliqué où la politique du Conseil fédéral nous entraînait, nous avons constaté l'absence de toute compréhension de la situation réelle. Tout cela ressemblait à un fantôme médiéval. Et les discours et les explications que nous avons entendus ici ressemblent à des fantômes médiévaux. Nous sommes une infime minorité dans cette salle. Nous ne sollicitons pas vos applaudissements. Mais bien que nous soyons ici en petit nombre, bien que nous devions compter avec toute la puissance de votre résistance, bien que tout un monde d'armes soit dirigé contre nous et que vous soyez décidés à utiliser ces armes sans pitié contre les travailleurs, nous défendons notre cause. Il faudrait être bien triste pour ne pas rester fidèle à ses convictions en un tel moment, même au risque d'y laisser sa peau. Nous n'avons aucune influence sur vos décisions. Vous avez le pouvoir des baïonnettes, le pouvoir de la force brutale. Nous avons le pouvoir de l'idée et la foi en la victoire de cette idée. Le pouvoir des baïonnettes ne nous irritera pas plus que votre tempête d'indignation. [...]

Et maintenant, quelques considérations de nature générale et fondamentale. [...] Je vous l'avoue, Monsieur le Président, Messieurs : oui, nous, sociaux-démocrates, sommes des révolutionnaires. Mais cela ne signifie pas que nous comprenons la notion de révolution dans le sens « fourche et torche ». Cela ne signifie pas que la révolution se caractérise par son déroulement extérieur, mais par le fait qu'une nouvelle couche de la société prend les commandes et opère un bouleversement dans l'État. Quant aux moyens du bouleversement révolutionnaire, ils ne dépendent jamais de la classe ascendante. Ils sont conditionnés par les représentants de la classe dominante eux-mêmes, par leur comportement. Il y a des révolutions qui se déroulent pacifiquement, tranquillement. [...]

Je dis que le choix des moyens est dicté par le comportement de la classe dirigeante dans la société et dans l'État et n'est pas conditionné par nous. Et c'est ainsi. Cette image n'est que trop vraie : il en va de ces mouvements comme d'un torrent de montagne impétueux qui surmonte tous les obstacles, aussi grands soient-ils, et qui ne peut se transformer en un large fleuve tranquille qu'une fois arrivé en profondeur. Il en va de même pour le mouvement actuel, qui ne traverse pas notre pays, mais l'Europe entière. Ce mouvement ne doit pas être entravé. On peut seulement regretter qu'il y ait des couches de la société qui n'ont pas la compréhension historique et la vision historique de la grandeur des événements actuels. [...]

On nous a répété que nous avions le bulletin de vote en main et qu'avec ce bulletin, nous pouvions provoquer tout un bouleversement. Eh bien, Messieurs, personne d'autre que vous n'a maltraité la démocratie. Si vous voulez faire appel au pouvoir du bulletin de vote, sortez toutes les innombrables initiatives qui dorment dans vos tiroirs depuis des années et soumettez-les au référendum. Vous n'avez pas le droit de priver le peuple de sa décision, vous n'avez pas le droit de déclarer dans cette salle : le peuple est content, le peuple est d'accord avec nous. Si vous glorifiez le pouvoir du bulletin de vote, vous n'avez pas le droit de priver le peuple du moyen d'établir sa volonté. Et ce moyen, vous l'avez privé du peuple des dizaines et des dizaines de fois. [...]

Et si vous persistez aujourd'hui dans votre position de prestige, si vous pensez qu'en insistant sur la force des armes, l'affaire est réglée, c'est une énorme illusion et je dois dire une illusion malheureuse, car dans quelques semaines ou quelques mois, le mouvement devra peut-être prendre des formes totalement différentes. Je ne dis pas cela pour menacer. Cela ne me vient même pas à l'esprit. Je pense seulement qu'en cette heure grave, où nous sommes confrontés à une décision lourde de conséquences des deux côtés, c'est un devoir évident que nous apprécions les faits tels qu'ils sont. Que nous ne les surestimions ni ne les sous-estimions. Peut-être parviendrons-nous alors à trouver malgré tout un moyen de changer quelque peu la situation.

Je dis donc que votre calcul est faux. Même si le soi-disant branle-bas est passé et même si vous venez ensuite avec des représailles et tout ce que vous voulez. Vous ne changerez pas l'ambiance. Elle restera parce qu'elle est née de l'évolution et qu'on ne peut s'y opposer qu'en faisant des concessions, des concessions matérielles aux gens, mais pas avec des sermons de curé du dimanche, qui peuvent être très bien dans un petit nid, mais qui n'ont pas leur place dans cette réunion sérieuse.

Toute la philosophie de l'État ne peut rien contre ces faits. Vous déclarez que la grève générale est un crime. Vous avez peut-être cette opinion. Mais nous pensons également que le fait de lâcher l'armée sur son propre peuple est un crime bien plus grand, et vous ne pouvez pas nous empêcher d'exprimer cette opinion de manière aussi forte et soulignée que vous le faites pour la vôtre. Vous déclarez en outre que la grève générale est un moyen de violence. Oui, nos ouvriers sont-ils armés, nos ouvriers ont-ils des mitraillettes, nos ouvriers ont-ils des chapeaux chinois et autres ? Rien de tout cela ! Ce qu'ils possèdent comme arme, c'est le moyen de refuser le travail, et c'est tout. Je reconnais que c'est le moyen de refuser collectivement le travail, et plus la grève est étendue, plus elle doit être terrible dans ses effets. Mais cela ne vous donne pas le droit de dire : « Vous êtes partisans de la violence et adversaires du droit ». Tant que vous mobilisez contre nous la violence matérielle du militarisme, vous n'avez pas le droit de faire un tel reproche. Vous êtes

devenus forts parce que vous voyez la garniture militaire de la force brute dans nos rues. Vous êtes devenu fort parce que vos troupes fribourgeoises et je ne sais quels bataillons sont ici. Mais il est fatal de devoir gouverner à la pointe des baïonnettes, fatal de danser à la pointe des baïonnettes, parce qu'ainsi on ne combat pas une idée, on ne l'éradique pas. Cette idée renaît toujours et encore de ses cendres, tel le phénix, qu'on la combatte par la force ou par d'autres moyens. [...]

Attendre de vous une solution, c'est méconnaître la situation. C'est ce qui ressort de l'ultimatum que nous a lancé le Conseil fédéral. Il exige une déclaration écrite selon laquelle la grève est terminée jusqu'à ce soir 5 heures. Il n'en est pas question. Avant même de discuter de l'ultimatum, il faut que notre local de grève, que vous occupez avec vos troupes, soit libéré et que nos membres arrêtés soient relâchés.

On nous demande de faire confiance. Nous avons déjà été si souvent trompés et déçus que nous ne pouvons pas avoir confiance en vous. [...] Non, nous ne sommes pas dupes et que les gens prudents craignent le feu, c'est bien connu. [...]

Nos revendications ne sont pas seulement soutenues par les travailleurs. Ce sont des revendications populaires très larges. Notre programme est la preuve la plus éclatante de la fausseté de l'affirmation selon laquelle nous aurions des projets bolcheviques<sup>1</sup>. Le bolchevisme, sous la forme que vous imaginez, est le produit des conditions historiques particulières de la Russie. Mais nous savons que la lutte de classe des ouvriers doit toujours s'adapter aux conditions particulières du pays. Vous ne comprenez pas non plus ces conditions. Vous oubliez qu'aujourd'hui, les heures ne se ressemblent pas et qu'à plus ou moins long terme, nous pouvons avoir des conditions totalement différentes.

Dans ce contexte, encore une chose. Aujourd'hui, les travailleurs ne mettent pas l'accent sur les revendications politiques formelles. Ce qu'ils demandent et doivent demander au vu de leur situation désespérée, ce sont des concessions matérielles : la réduction du temps de travail, la semaine de 48 heures, afin que l'ouvrier puisse conserver sa force physique, le seul bien qu'il possède. Assurance vieillesse et invalidité, pour que l'ouvrier, émacié et devenu vieux, ne doive pas mourir dans le fossé comme une créature. Mais là encore, les promesses ne suffisent pas. Si vous n'avez pas la volonté sincère de satisfaire à ces exigences et à d'autres semblables, vous risquez de créer une situation qui ne pourra plus être maintenue. Vous aurez alors raté le coche et méconnu la signification historique de l'heure. Comprenez-moi bien, Messieurs ! Nous ne demandons ni ne supplions. Nous vous exposons tout simplement la situation réelle. Nous le faisons en toute conviction et en pleine conscience de la responsabilité qui pèse sur nous, mais encore plus sur vous-mêmes. La main de la paix dont parlait M. Calonder<sup>2</sup> n'est pas acceptable pour nous, car c'est la main qui tient les baïonnettes et les fusils qui sont dirigés contre nous. Ce n'est pas ainsi que vous créez une solution. L'état d'esprit de la classe ouvrière est celui de la détermination. Elle se dit aujourd'hui : « Nous n'avons rien à perdre, mais un monde à gagner ». Il se peut que certains pensent différemment, mais dans l'ensemble, l'ambiance est telle que je l'ai caractérisée. Vous n'y parviendrez pas avec un déploiement de troupes ou des formules incantatoires. Vous obtiendrez peut-être un délai de grâce et imposerez votre volonté pour un moment, c'est possible. Mais pensez à l'histoire du pays. Les années

---

<sup>1</sup> Par « plans bolcheviques », on entend ici des plans révolutionnaires ou des plans visant à prendre le pouvoir en Suisse par la force (selon les bolcheviks de Lénine en Russie).

<sup>2</sup> Le président du Conseil fédéral de l'époque, Félix-Louis Calonder (PLR).

1798<sup>3</sup> et 1848 le prouvent : un mouvement populaire aussi profond ne peut être repoussé, jamais, jamais vaincu. L'évolution historique suit sa mesure d'airain. Le mouvement s'imposera, aujourd'hui, demain ou après-demain, que vous le vouliez ou non.

**Source:**

MÜNGER Felix : *Reden, die Geschichte schrieben: Stimmen zur Schweiz im 20. Jahrhundert*, Baden 2014. (Traduit de l'allemand avec deepL)

---

<sup>3</sup> Grimm fait ici allusion à l'abolition de l'Ancien Régime par l'invasion des Français.